

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 09/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAARSTAHL RAIL**

164 rue du Maréchal Foch  
57700 Hayange

Références : HAYANGE\_SAARSTAHL-RAIL\_2025-04-25\_RAPVI\_VK-CP\_01430  
Code AIOT : 0006201358

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement SAARSTAHL RAIL implanté 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAARSTAHL RAIL
- 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Saarstahl Rail est spécialisé dans la fabrication de rails. Cette activité est encadrée notamment par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société Corus Rail à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

Pour ses installations de tours aéroréfrigérantes (TAR), le site est notamment soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE.

Le site est également soumis à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets aqueux au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.14 (modifié)	Demande d'action corrective	1 mois
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Tableau de suivi des dérives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3.II.2 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
7	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen IED	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 1.2.1 modifié et article R. 515-71 partiel du code de l'environnement du 24/10/2023	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Transmission des résultats à l'inspection des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	classées			
6	Procédure particulière en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)	/	Sans objet
8	Qualité des données de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 15 avril 2025 a mis en évidence la nécessité d'actions correctives ou la fourniture de justificatifs relatives :

- à la déclaration des mesures de débit sur GIDAF dans le cadre du programme de surveillance Eau ;
- au tableau de suivi des dérives de la concentration en légionelles ;
- à la surveillance des tours aéroréfrigérantes (TAR) et notamment la formation des personnes référentes de cette surveillance ;
- au nettoyage annuel des installations de refroidissement par évaporation.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les justificatifs relatifs à ces constats.

Les autres points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/12/2009, article 1.2.1 modifié et article R. 515-71 partiel du code de l'environnement du 24/10/2023
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 modifié</u></b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (tableau non reproduit)

**article R515-71 partiel du code de l'environnement du 08/10/2024**

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

[...]

La décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission du 11 octobre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, dans les industries de transformation des métaux ferreux a été publiée au journal officiel le 4 novembre 2022.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le dossier de réexamen IED par courrier reçu le 24/03/2025 (n°chrono 01291) et par courriel du 21/03/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rejets aqueux au milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.3.14 (modifié)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un programme de surveillance de son rejet industriel. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais aux fréquences fixées ci-après :

- mensuelle à partir d'un échantillon prélevé sur 24 h proportionnellement au débit, pour l'ensemble des paramètres visés ci-dessous :

- Débit
- pH
- T°
- MeS
- DCO
- Fer
- Zinc
- Nickel
- Chrome
- HC Totaux
- DBO<sub>5</sub>
- M.O. (Matières Organiques exprimées en NH<sub>4</sub><sup>+</sup>).
- Chrome

**Transmission des données**

Les résultats sont transmis mensuellement à l'Inspection en renseignant la base de données nationale dédiée. Ils sont accompagnés des commentaires relatifs aux causes des dépassements des valeurs limites éventuellement constatés, ainsi que des actions correctives mises en place. En cas de dysfonctionnement les résultats sont transmis mensuellement à l'Inspection par tout autre

moyen.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate l'absence de déclaration pour le débit sous GIDAF dans le cadre du programme de surveillance pour les mois de février et mars 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de renseigner dans l'application GIDAF les mesures d'autosurveillance pour le débit pour les mois de février et mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Transmission des résultats à l'inspection des installations classées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la saisie des mesures de concentration en Legionella pneumophila sur l'application GIDAF jusqu'au mois de mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Surveillance de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection les noms de 2 personnes référentes pour les installations de refroidissement. Ces personnes ne sont pas présentes lors de la visite d'inspection. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection de justificatif de la formation au risque de dispersion et de prolifération des légionelles des personnes référentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection un justificatif de la formation au risque de dispersion et de prolifération des légionelles et l'éventuel renouvellement pour les personnes référentes de l'installation de refroidissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Tableau de suivi des dérives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3.II.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>[...]</p> <p>c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le tableau de suivi des concentrations en légionelles présenté par l'exploitant dans lequel sont consignées les dérives. Le tableau n'est pas renseigné depuis novembre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le tableau de suivi des concentrations en légionelles et des dérives avec les valeurs non renseignées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

**N° 6 : Procédure particulière en cas de dépassement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelles

**Prescription contrôlée :**

[...]

En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection les procédures en cas de dépassement entre 1000 et 100 000 UFC/L et en cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/L. L'ensemble des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du site fait l'objet d'un contrat de prestation avec la société NALCO. L'exploitant indique que la procédure en cas d'un dépassement entre 1000 et 100 000 UFC/L a été appliquée par le prestataire suite au dépassement observé lors du contrôle inopiné du 18 juillet 2024.

L'origine du dépassement identifiée par l'exploitant est l'arrêt des TAR le week-end dans le cadre de mesures d'économie d'énergie, ce qui aurait causé la prolifération des légionelles. L'action corrective identifiée et mise en oeuvre par l'exploitant a été de faire fonctionner les TAR sans interruption y compris le week-end. L'inspection n'a constaté aucun dépassement à la suite de l'action corrective.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Nettoyage annuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelles

**Prescription contrôlée :**

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

[...]

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en oeuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

[...]

**Constats :**



L'exploitant déclare qu'une intervention de nettoyage des TAR a lieu lors de l'arrêt annuel du site durant l'été par le prestataire NALCO. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté à l'inspection le rapport de vérification établi par le prestataire lors du nettoyage des TAR.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir copie du rapport de vérification du prestataire de la dernière intervention de nettoyage réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Qualité des données de la déclaration GERP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle des données d'émissions polluantes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
<b>Constats :</b>  Vu le tableur utilisé pour le calcul des valeurs de la déclaration annuelle des données d'émissions polluantes présenté par l'exploitant : sans observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite